

Premier semestre 2023



Banque Centrale des Comores

Note de conjoncture

Sommaire

- I. Environnement économique international**
- II. Activités économiques nationales**
 - 1. Croissance et inflation**
 - 2. Finances publiques**
 - 3. Commerce extérieur**
 - 4. Situation monétaire**
- III. Activités bancaires**
- IV. Mouvements de devises**
- V. Chambre de compensation**

I. Environnement économique international

La hausse des taux directeurs appliquée par les banques centrales pour lutter contre l'inflation continue de peser sur l'activité économique mondiale. Des resserrements de politiques monétaires qui semblent avoir porté leurs fruits puisque, sur le front de l'inflation, le FMI s'attend à du léger mieux d'ici à la fin de l'année. En effet, l'inflation globale à l'échelle mondiale devrait passer de 8,7 % en 2022 à 6,8 % en 2023, puis 5,2 % en 2024.

L'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) devrait ralentir plus graduellement, et les prévisions concernant l'inflation en 2024 ont été révisées à la hausse. Toutefois, le FMI insiste sur la nécessité de poursuivre le resserrement monétaire afin de ramener l'inflation vers sa cible, même si cela implique un effet sur l'économie, jusqu'ici largement plus résiliente qu'attendu, en particulier dans les pays émergents.

Depuis mars 2022, la Réserve Fédérale américaine (FED) a procédé à dix hausses de ses taux directeurs afin de lutter contre l'inflation. De la même manière, la Banque centrale européenne (BCE) poursuit ses hausses de taux.

Pour ce qui est de la croissance mondiale, bien que les prévisions pour 2023 soient légèrement plus favorables que ce qui avait été prévu initialement¹, elles restent faibles par rapport aux précédents historiques.

Selon les estimations, celle-ci devrait passer de 3,5 % en 2022 à 3,0 % en 2023 et 2024.

La plupart des économies avancées, comme des principaux pays émergents, semblent donc

réaliser de meilleures performances que ne le craignait jusqu'ici le FMI, malgré une politique monétaire désormais restrictive quasiment partout.

Le risque de récession semble ainsi être écarté aux Etats-Unis, bien qu'elle ait été longtemps annoncée. Malgré les hausses successives de taux, le FMI prévoit désormais une croissance de 1,8% aux Etats Unis, contre 1,6% en avril dernier. Et pour cause, l'économie américaine s'est montrée particulièrement solide au premier trimestre, avec une croissance de 2% en rythme annualisé, avec un acquis de croissance pour l'année qui était estimé à 0,9% selon l'OCDE.

A l'exception de l'Allemagne qui risque d'entrer en récession, les autres principales économies européennes résistent mieux, la prévision pour l'économie française passant à 0,8% (+0,1 point par rapport à avril) et celle de l'Italie à 1,1% (+0,4 point) quand l'économie espagnole semble même montrer de réels signes de bonne santé (2,5% attendu, +1 point).

Du côté des pays émergents, les prévisions de croissance de l'économie chinoise restent inchangées, à 5,2% en 2023 et 4,5% en 2024, malgré les inquiétudes sur le risque de ralentissement, et les conséquences qu'aurait une potentielle déflation, alors que l'inflation était nulle en juin, sur un an. Les principales économies d'Amérique latine semblent aller mieux, profitant d'excellentes performances sur le plan commercial, un excédent record pour le Brésil, et des investissements, le Mexique profitant largement de la volonté américaine de

¹ Dans l'édition d'avril 2023 des Perspectives de l'économie mondiale (PEM)

renforcer les chaînes d'approvisionnement. Ces deux pays voient leurs prévisions de croissances être relevées pour 2023 respectivement de 1,2 point, à 2,1%, et de 0,8 point, à 2,6%, par rapport à l'estimation d'avril.

Quant à la Russie, qui devait s'attendre en 2023 à une sévère récession, selon le rapport initial du

FMI publié en octobre dernier, elle ne cesse de voir ses prévisions s'améliorer : attendue à 0,7% pour 2023 en avril dernier, elle peut espérer voir son économie connaître une croissance de 1,5%, estime désormais le FMI.

II. Evolution de l'activité économique interne

1. Croissance

Dans un contexte international de baisse des prix des matières premières et d'éloignement du risque de rupture d'approvisionnement, la relance de l'activité économique nationale devrait se poursuivre en 2023 à la faveur de la poursuite de l'amélioration de la conjoncture internationale mais surtout grâce aux effets attendus du soutien à l'activité économique du gouvernement ainsi que des partenaires au développement tels que la Banque Mondiale et le FMI. Ce dernier a approuvé au mois de juin 2023, un accord de 4 ans au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) de 32,04 millions de DTS (environ 43 millions de dollars).

Au total, la croissance s'établirait à 3,5% en 2023, révisée légèrement à la baisse (-0,1 point de pourcentage) par rapport à la prévision initiale (3,6%) et après 2,6% en 2022. Cette révision limitée à la baisse s'explique par le reflux plus lent de l'inflation qu'anticipé initialement pour les deux premiers trimestres de l'année. En outre, cette projection, intègre les informations sur le commerce extérieur des trois premiers trimestres de l'année, les premières estimations des finances publiques au premier semestre, l'estimation de l'inflation, les données sur les transferts d'argent et les crédits à l'économie jusqu'en août 2023 mais également sur l'ensemble des informations conjoncturelles des

trois secteurs d'activités (primaire, secondaire et tertiaire). Elle se fonde également sous l'hypothèse de la poursuite de la baisse de l'inflation mondiale ainsi que nationale jusqu'à la fin de l'année 2023.

En 2023, la croissance économique serait tirée du côté de l'offre par un secteur primaire vigoureux (+3,3% en 2023 après 2,8% en 2022), bénéficiant à la fois des conditions climatiques favorables et la poursuite des appuis du gouvernement, des ONG ainsi que des projets tels que l'appui au filière d'exportation et au développement rurale (AFIDEV) de l'Agence Française au Développement (AFD) et le projet intégré de développement des chaînes de valeurs et de compétitivité (PIDC) de la Banque Mondiale avec la seconde cohorte de 108 lauréats dont 55 jeunes entrepreneurs, 36 PME et 17 coopératives qui bénéficieront d'une subvention d'un montant d'environ 1,3 milliard FC.

Le secteur secondaire devrait se consolider pour ressortir avec une croissance de +2,5% en 2023 après 2,4% en 2022 en liaison principalement de la performance de l'agro-alimentaire avec l'augmentation des importations en produits alimentaires (+13,3% par rapport aux trois premiers trimestres de l'année dernière) et de la

branche BTP avec la réhabilitation des infrastructures routières au niveau des trois îles, le début des travaux de construction de l'hôtel Galawa et dans une moindre mesure les travaux de finition de l'hôpital El-Maarouf.

Un dynamisme est attendu dans le secteur tertiaire, qui afficherait une progression supérieure à 3% (+3,6% en 2023 contre 2,4% en 2022), une première depuis l'avènement de la crise de la Covid-19 en 2020 en raison des bonnes performances attendues des activités du commerce, des transports et des services « d'hébergement et de restauration » avec notamment les retombés sur le tourisme (augmentation des missions et visites effectuées aux Comores) issues de la présidence de l'Union africaine.

Du côté de la demande, la consommation finale des ménages regagnerait en dynamisme (+4,7%

en 2023 après 1,5% l'année 2022) sous l'effet du repli de l'inflation conjuguée simultanément avec la hausse des salaires des agents de l'Etat en début d'année et la poursuite de la hausse des envois de fonds des comoriens résidents à l'étranger. L'investissement devrait progresser de 3,3% en 2023 contre 0,3% en 2022 et serait porté essentiellement par sa composante publique qui profiterait des projets d'infrastructures de l'Etat.

Au niveau de demande extérieure, les exportations de biens et services devraient connaître une baisse (-9,2% en 2023), notamment les exportations de biens qui ont enregistré une baisse -28% de sa valeur par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2022, après les fortes hausses observées au cours des deux années précédentes. S'agissant des importations de biens et services, elles sont projetées à la hausse de 4% en 2023 après 7,7% en 2022.

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB réel en 2022 et prévisions 2023

	2022	2023
Emplois du PIB		
Consommation finale	1,3	5,1
Investissements	0,3	3,3
Exportations	36,6	-9,2
Importations	7,7	4,0
Ressources du PIB		
Primaire	2,8	3,3
Secondaire	2,4	2,5
Tertiaire	2,4	3,6
Valeur Ajoutée	2,6	3,4
Impôts nets des subventions sur les produits	4,4	4,6
PIB	2,6	3,5

Source : BCC

2. Inflation

Au cours des six premiers mois de l'année en cours, les prix à la consommation ont enregistré une baisse de -3,4% par rapport au dernier semestre 2022. Cette baisse est tirée essentiellement par la baisse des prix des produits alimentaires avec une baisse de -6,3%

par rapport à décembre 2022 et dans une moindre mesure par la baisse des prix des boissons alcoolisées. Au cours de cette période, la baisse du prix des produits alimentaires a été observée pour la quasi-totalité des produits alimentaires, excepté les « huiles et graisses » dont les prix ont

augmenté de 2,6%. Les prix de biens et services associés au logement et au transports sont restés stables sur la période. En revanche, les « meubles, articles de ménages et entretien courant au foyer » ont enregistré une hausse de 6,6% sur la période à cause de la hausse des prix de certains matériaux de construction couramment utilisés par les ménages pour leurs petits travaux de construction ou de réhabilitation/réparation tels que le ciment, le fer à béton, les carreaux, les tôles, etc.

L'analyse, suivant l'origine, indique que la baisse des prix a concerné davantage les produits

locaux (-4,7%), reflétant une offre locale suffisante, notamment les « légumes et tubercules » (-9,6%) et les « poissons et fruits de mer » (-7,8%). En parallèle, les prix des produits importés ont baissé de 2,1% notamment les produits alimentaires (le riz, les produits carnés à base de volailles) en raison de la hausse des importations des produits alimentaires par rapport au deuxième semestre de l'année 2022 suivant la baisse des cours mondiaux des produits énergétiques et des denrées alimentaires couplée au taux de change favorable de l'Euro par rapport aux dollars.

Tableau 2 : Evolution des prix selon l'origine des produits

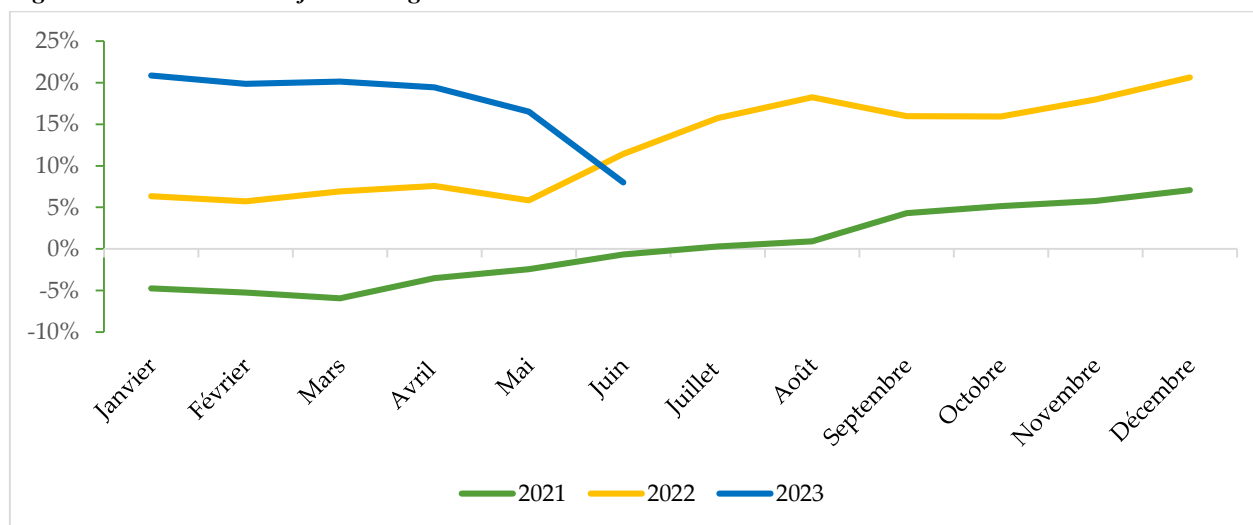
	Pond	Juin-22	Déc-22	Juin-23	Variation sur 6 mois	Glissement annuel (juin 23/juin 22)
Produits importés	4910	124	140	137	-2,1%	10,2%
Produits locaux	5090	127	142	135	-4,7%	6,0%
IHPC Total	10000	126	141	136	-3,4%	8,0%

Source : INSEED

En glissement annuel, l'inflation s'est refluée, au cours des six premiers mois de l'année 2023, pour atteindre 8,0% en juin après avoir atteint un pic de 20,8% en janvier 2023. Ce reflux de l'inflation concerne l'ensemble des fonctions de consommation durant la première moitié de

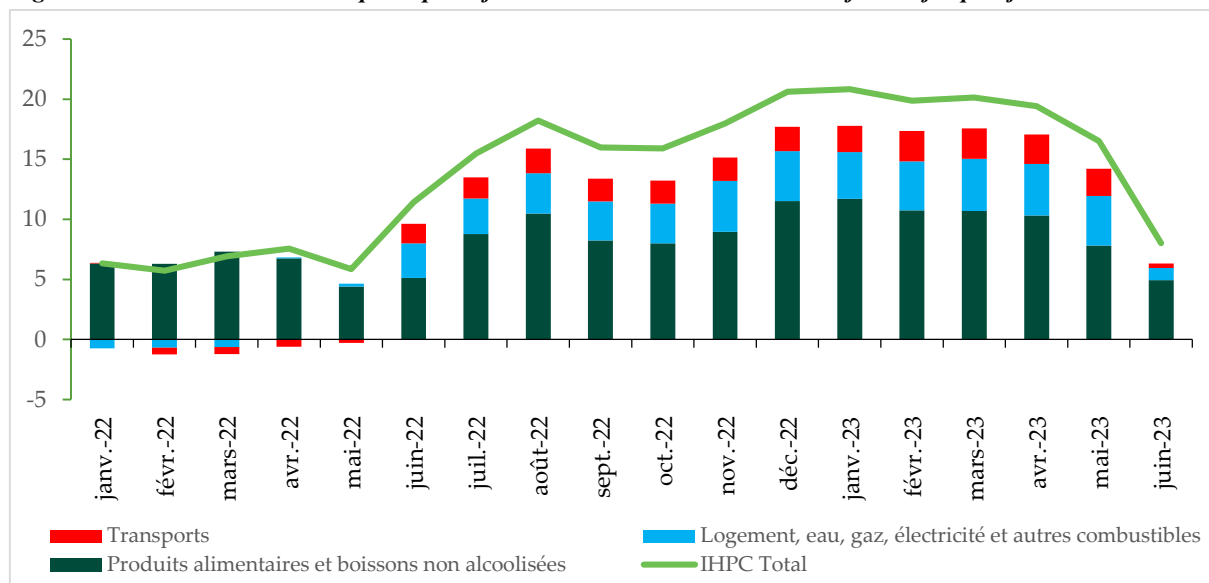
l'année. Par origine des produits, cette décélération de l'inflation a concerné à la fois les produits importés (+10,2% en juin après 14,0% un mois auparavant) que les produits locaux (+6,0% contre 18,9% en mai 2023) sur une année.

Figure 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel



Source : INSEED

Figure 2 : Contribution des trois principales fonctions de consommations à l'inflation jusqu'à juin 2023



Sources : INSEED et prévisions BCC

3. Finances publiques

Les données provisoires relatives au budget de l'Etat présenteraient une amélioration des indicateurs de finances publiques au premier semestre 2023, notamment avec une progression des recettes intérieures de 18,5%, en dépit d'une augmentation des dépenses intérieures de 13,6%.

3.1. Recettes publiques

Prévues à 60,1 milliards FC par la loi de finance 2023, les recettes intérieures s'élèveraient à 30,8 milliards FC à mi-parcours de l'exercice 2023 contre 26 milliards FC à fin juin 2022, soit un taux de réalisation de 51,2%. Cette amélioration des ressources intérieures est observée à la fois au niveau des recettes fiscales (+27%), et des recettes non fiscales (+24,6%).

D'après les premières données budgétaires disponibles, l'évolution des composantes des recettes fiscales, se serait opérée ainsi : les impôts sur les revenus et les bénéfices ont

diminué s'établissant à 3,9 milliards FC à fin juin 2023, contre 4,9 milliards FC une année auparavant. Il en est de même pour les recettes issues du commerce international qui ont largement diminué sur la période passant de 9,6 milliards FC à fin juin 2022 à 4,5 milliards FC à fin juin 2023. En revanche, la taxe sur la consommation et assimilées, a enregistré une augmentation, passant de 2,7 milliards FC à 7,2 milliards FC. De la même manière les recettes sur les droits d'accises ont fortement crû, passant de 2,6 milliards FC à 9,5 milliards FC sur la même période.

Les recettes non-fiscales recouvrées à fin juin 2023 s'afficheraient à 5,7 milliards FC équivalent à une réalisation de 53,2% de la prévision annuelle. Leur niveau serait donc en progression par rapport à celle de l'année précédente à la même période.

Tableau 3 : Recettes budgétaires de l'Etat en millions FC

Rubriques	1er sem 2021	1er sem 2022	1er sem 2023	Variation
Recettes fiscales	22 805	19 732	25 053	26,97%
Impôts sur les revenus et les bénéfices	5 003	4 946	3 908	-20,99%
TC et assimilés	5 096	2 667	7 166	168,69%
Commerce international	3 364	9 550	4 516	-52,71%
Droits d'accises	9 227	2 569	9 462	268,31%
Recettes non-fiscales	3 829	4 607	5 740	24,59%
Total des recettes	20 966	25 989	30 793	18,48%

Sources : Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire - CREF, Estimations BCC

3.2. Dépenses publiques

Le total des dépenses intérieures aurait augmenté de 13,6% en glissement annuel, s'affichant à 33,5 milliards FC à fin juin 2023 contre 29,5 milliards FC à fin juin 2022. Cette progression est constatée à la fois au niveau des dépenses courantes qu'au niveau des dépenses en capital financées par des ressources propres.

Pour leur part, les dépenses courantes primaires augmenteraient de 11,4% et cette croissance serait quasiment observée dans toutes ses composantes. En effet, la masse salariale, principal poste des dépenses courantes s'établirait à 15,5 milliards FC à fin juin 2023 contre 14,1 milliards FC à fin juin 2022. Il en est

de même pour les dépenses de biens et services qui s'élèveraient à 7,9 milliards FC à fin juin 2023 contre 5,9 milliards FC la même période l'année précédente. Enfin le poste « Transferts » passerait de 6,2 milliards FC à fin juin 2022 à 6,5 milliards FC à fin juin 2023.

Contrairement à la contraction enregistrée au premier semestre de l'année précédente, les dépenses en capital financées par des ressources propres, s'élèveraient à 4,2 milliards FC à fin juin 2023 contre 3,2 milliards FC à fin juin 2022. Ainsi, la politique du gouvernement consistant à accroître le volume des investissements publics avec les travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures se poursuit.

Tableau 4 : Dépenses budgétaires en millions FC

Rubriques	1er sem 2021	1er sem 2022	1er sem 2023	Variation
Dépenses courantes primaires	28 623	26 316	29 322	11,4%
Traitements et salaires	14 135	14 114	15 466	9,6%
Biens et services	5 757	5 956	7 910	32,8%
Transferts	8 730	6 246	6 568	5,2%
Dépenses en capital (fin. propre)	10 164	3 160	4 173	32,1%
Total des dépenses intérieures	38 787	29 476	33 495	13,6%

Source : Ministère des Finances, CREF

4. Commerce extérieur

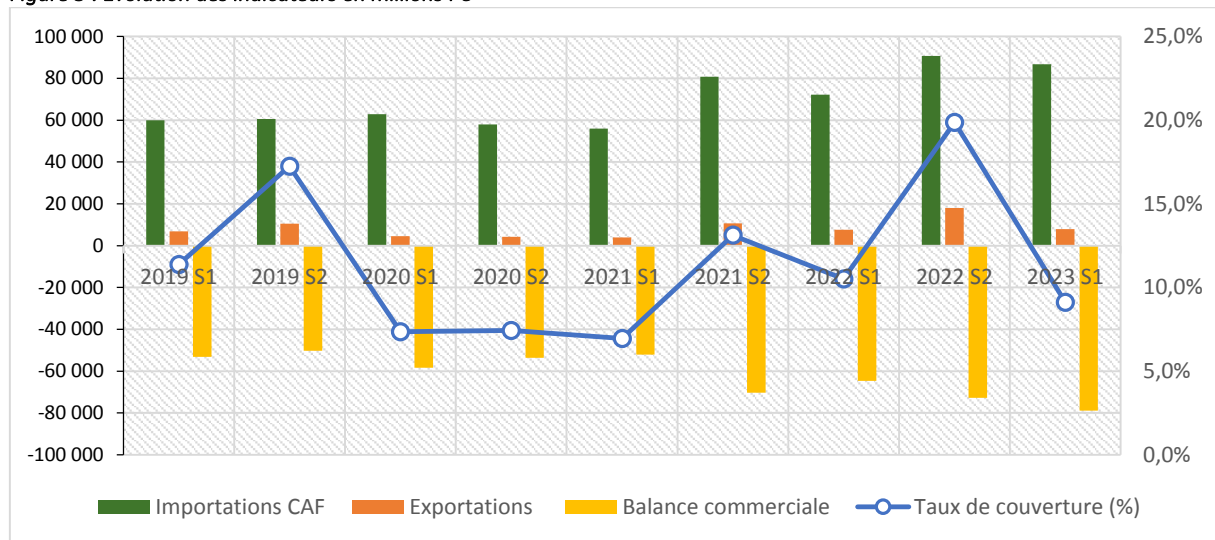
Au premier semestre 2023, les échanges commerciaux de biens ont augmenté de 18,5% par rapport au premier semestre 2022 suite à une

progression des importations (+20,1%) et des exportations (+4,1%). Par conséquent, le déficit commercial s'est détérioré de 21,9%, soit 14,2

milliards FC pour atteindre 78,4 milliards FC. Le taux de couverture quant à lui, est passé de 10,5% au premier semestre 2022 à 9,1% un an après. L'augmentation des exportations a été principalement portée par les expéditions de girofle qui ont atteint 6,3 milliards FC au premier semestre 2023 contre 918 millions FC une année

auparavant, résultat de l'augmentation des quantités de ce produit expédiées au premier trimestre de l'année sous-revue, soit 2511 tonnes. Les exportations de vanille et de l'ylang-ylang ont pour leur part baissé de respectivement 64,8% et 28,7% sur la période.

Figure 3 : Evolution des indicateurs en millions FC



Source : BCC

En parallèle, la progression des importations concerne l'ensemble des groupes de biens à l'exception des biens intermédiaires qui ont affiché un léger repli sur la période. En effet, les importations de biens alimentaires ont enregistré une augmentation de 18,7% passant de 24,7 milliards FC au premier semestre 2022 à 29,3 milliards FC un an après. Cette évolution est essentiellement tirée par les céréales qui ont augmenté de 64,5% pour se situer à 13 milliards FC sous l'effet des importations de riz ordinaires dont la valeur a presque doublé pour s'établir à 10,5 milliards FC après 5,6 milliards FC une année auparavant.

La facture énergétique a enregistré une hausse de 26,4% à 28,3 milliards FC, résultat de la progression de la commande des hydrocarbures attribuable à la fois à une augmentation de

volume et de cours mondiaux. En effet, les importations de produits pétroliers ont, en valeur, augmenté de 60,5% pour l'essence, 51,5% pour le pétrole lampant, et 6,8% pour le gazole. En volume, elles ont augmenté de 59,2% pour le pétrole lampant, 35,8% pour le gazole, 100% pour l'essence.

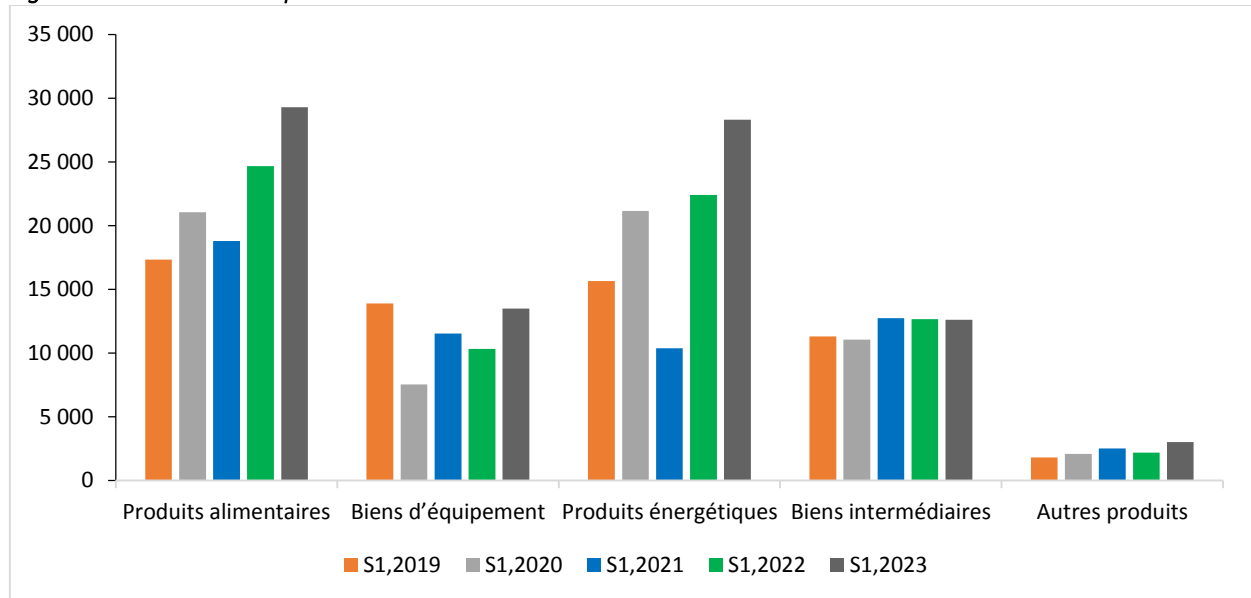
Les acquisitions de biens d'équipement ont augmenté de 30,6% passant de 10,3 milliards FC au premier semestre 2022 à 13,5 milliards FC une année après, en lien avec l'ensemble des groupements de biens. C'est le cas notamment des machines et moyens de transport motorisés (+10,3%), des biens meubles et électroménagers (+49,9%).

En revanche, les importations de biens intermédiaires ont légèrement baissé (-0,4%) sur

la période suite aux évolutions différenciées des composantes de ces types de biens. Il s'agit notamment des matériaux de construction qui ont affiché une baisse de 7% en lien avec les

« fers et tôles (-42,7%) », les « planches (-32%) », toutefois atténuée par la progression du « ciment (+14,6%) », du carrelage (+46%) », des « portes, fenêtres et cadres (+50%) ».

Figure 4 : Evolution des importations de biens en millions FC



Sources : DGD, SCH

Par zone géographique, les importations comoriennes proviennent en grande partie du Moyen Orient qui approvisionne essentiellement des produits pétroliers en provenance des Emirats Arabes Unis. La part de ces importations dans le total a atteint 42,8% au premier semestre 2023. L'Asie, avec 27,9% de part dans les importations totales devient le deuxième fournisseur du pays. Le marché européen quant à lui arrive au troisième rang avec 21,1% du total des importations au premier semestre 2023.

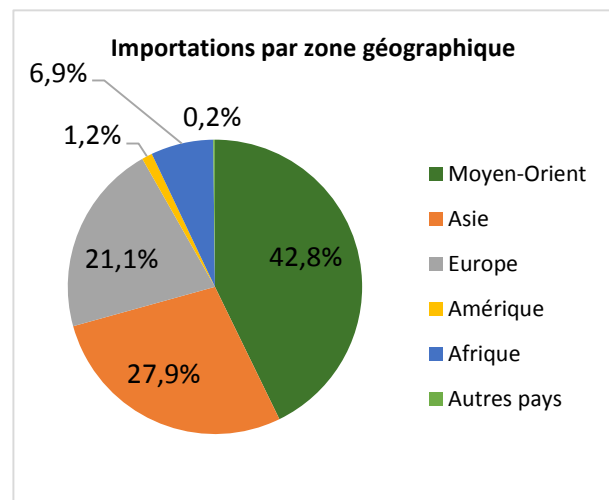


Tableau 5 : Importations de biens, en millions FC

Rubriques	S2. 2019	S1. 2020	S2.2020	S1.2021	S2.2021	S1.2022	S2.2022	S1.2023
Produits alimentaires	19 980	21 067	22 475	18 809	22 776	24 683	26 449	29 301
Produits carnés	7 436	7 431	8 443	5 536	7 276	8 048	6 570	8 321
Animaux sur pieds	879	652	925	802	617	862	815	835
Céréales	6 606	8 320	7 737	7 437	9 597	7 896	11 858	12 992
Condiments	2 096	1 740	2 926	2 512	1 461	3 841	3 495	2 670
Boissons	1 582	1 468	1 051	1 063	1 653	2 040	1 854	1 837
Autres produits alimentaires	1 382	1 456	1 394	1 459	2 172	1 996	1 857	2 646
Bens d'équipement	13 338	7 536	11 013	11 528	16 445	10 324	12 875	13 488
Machine et moyens de transport motorisé	6 871	3 985	7 232	7 809	11 007	6 835	8 412	7 541
Biens meubles et électroménagers	1 530	967	850	1 117	1 575	1 111	1 392	1 666
Produits TIC	3 435	1 274	1 451	718	1 831	583	782	1 401
Autres biens d'équipement	1 501	1 310	1 481	1 884	2 032	1 794	2 289	2 880
Produits énergétiques	14 785	21 161	9 425	10 392	26 709	22 411	34 036	28 317
Produits pétroliers	14 172	20 709	8 960	10 072	26 234	21 700	33 566	27 747
Autres produits énergétiques	612	451	465	320	475	710	471	570
Biens intermédiaires	10 802	11 060	12 882	12 736	12 559	12 656	14 686	12 610
Matériaux de construction	8 822	9 775	11 239	11 073	10 677	10 918	12 704	10 154
Autres biens intermédiaires	1 980	1 285	1 643	1 664	1 882	1 738	1 982	2 456
Autres produits	1 722	2 094	2 095	2 509	2 334	2 179	2 664	3 026
Total importations de biens	60 627	62 919	57 890	55 974	80 822	72 253	90 711	86 742

Sources : DGD et SCH

Tableau 6 : Exportations de biens en volume et en valeur

Exportations en tonne	2019 S2	2020 S1	2020 S2	2021 S1	2021 S2	2022 S1	2022 S2	2023 S1
Vanille	5	7	12	23	16	23	11	12
Girofle	3 396	1 252	894	474	2 311	435	7 965	2 875
Ylang Ylang	32	15	12	19	19	31	8	9
Autres produits	2 366	1 656	2 255	1 999	2 744	2 488	2 984	3 204
Total	5 799	2 931	3 172	2 515	5 089	2 977	10 967	6 099
Exportations en millions FC								
Vanille	765	914	1 037	1 010	930	1 355	668	477
Girofle	6 051	2 065	1 803	762	4 923	918	16 221	6 262
Ylang Ylang	2 805	996	930	1 219	1 405	698	450	498
Autres produits	832	651	528	898	3 345	4 620	684	665
Total	10 453	4 625	4 299	3 889	10 603	7 591	18 023	7 902

Source : DGD

5. Situation monétaire

La masse monétaire a enregistré une contraction de 4,5% au premier semestre 2023, s'établissant à 209,3 milliards FC à fin juin contre 219,2 milliards FC à fin décembre 2022. Cette évolution est expliquée par une diminution des actifs extérieurs nets en dépit d'une progression du crédit intérieur.

A l'inverse, en glissement annuel la monnaie en circulation enregistre une progression de 6,1% entre juin 2022 et juin 2023.

5.1. Composantes de la masse monétaire

L'agrégat « M1- Moyens de paiements » affiche une baisse de 8,1%, s'affichant à 139,1 milliards FC en juin 2023 contre 151,4 milliards FC en décembre 2022. Cette évolution est observée au niveau de toutes ses composantes. En effet, la circulation fiduciaire soit 25% de la masse monétaire s'est contractée de 11,5% sur la

période, s'affichant à 52,3 milliards FC à fin juin contre 59,2 milliards FC à fin décembre 2022. Il en est de même pour les dépôts transférables équivalents à 41,5% de la monnaie en circulation s'établissant à 86,8 milliards FC contre 92,2 milliards FC soit une baisse de 5,9%.

En glissement annuel, les moyens de paiements ont connu une progression de 3,7% par rapport à fin juin de l'année précédente.

Pour sa part, la composante « M2-M1, Epargne liquide » renfermant les dépôts d'épargne à vue et à terme a enregistré une progression de 3,5% au premier semestre 2023, s'établissant à 70,2 milliards FC à fin juin contre 67,8 milliards FC à fin décembre 2022.

De la même manière l'épargne liquide a progressé de 11,2% en glissement annuel.

Tableau 7 : Evolution des composantes de la masse monétaire en millions de Francs comoriens

EVOLUTION DES COMPOSANTES DE LA MASSE MONETAIRE	Encours (millions FC)			Variation / juin-23 (%)	
	juin-22	déc-22	juin-23	déc-22	juin-22
M1/ Moyens de paiements	134067	151392	139091	-8,13	3,75
Circulation Fiduciaire hors AID	47733	59154	52339	-11,52	9,65
Dépôts transférables	86335	92238	86752	-5,95	0,48
Banque Centrale	1 492	1 343	939	-30,13	-37,08
Banques et Etablissements Financiers	84843	90895	85813	-5,59	1,14
M2-M1 / Epargne Liquide	63137	67839	70191	3,47	11,17
M2 / Masse Monétaire	197204	219231	209283	-4,54	6,12

Source : BCC

5.2. Contreparties de la masse monétaire

Contrairement à la période de la crise sanitaire, les actifs extérieurs nets ont enregistré une contraction au premier semestre 2023. Ainsi, ils se sont établis à 98,8 milliards FC à fin juin contre 111 milliards FC à fin décembre 2022 soit (-11%).

Cette évolution est justifiée par une contraction des avoirs extérieurs bruts de l'ensemble du système due à un volume de sorties de devises plus élevé par rapport à celui des entrées. Ces sorties de devises sont en grande partie expliqués par le règlement des importations effectuées durant cette période pour préparer le ramadan, l'Idé et les festivités de grands mariages célébrés aux mois de juillet et août.

Ainsi, les actifs extérieurs bruts de la banque centrale ont diminué de 6,6%, s'établissant à 122,3 milliards FC à fin juin contre 131 milliards FC à fin décembre 2022. Quant à ceux des autres institutions de dépôts, ils sont quasiment restés stables autour 11 milliards FC.

Les engagements extérieurs pour leur part, ont enregistré une croissance au niveau de la banque centrale (+2%) et encore plus au sein des autres institutions de dépôts (+67,5%) réduisant d'avantage les actifs extérieurs nets.

Le crédit intérieur a atteint 150,9 milliards FC au terme du premier semestre 2023 représentant une hausse de 3,6% par rapport à décembre 2022. Toutefois, ces composantes n'ont pas évolué de la même manière.

En effet, bien que l'encours des crédits accordés à l'Etat ait enregistré une progression de 6,8%, ses dépôts aussi ont augmenté de 26,4% sur la même période. Par conséquent, les créances nettes sur l'administration centrale ont diminué de 4,3% passant de 25,1 milliards FC à fin décembre 2022 à 24 milliards FC à fin juin 2023.

Pour leur part, les crédits à l'économie se sont établis à 126,9 milliards FC à fin juin 2023 contre 120,5 milliards FC à fin décembre 2022 équivalent à une hausse de 5,3%. Cependant, cette croissance est essentiellement portée par les crédits octroyés au secteur privé puisque ceux accordés au secteur public ont diminué sur la période.

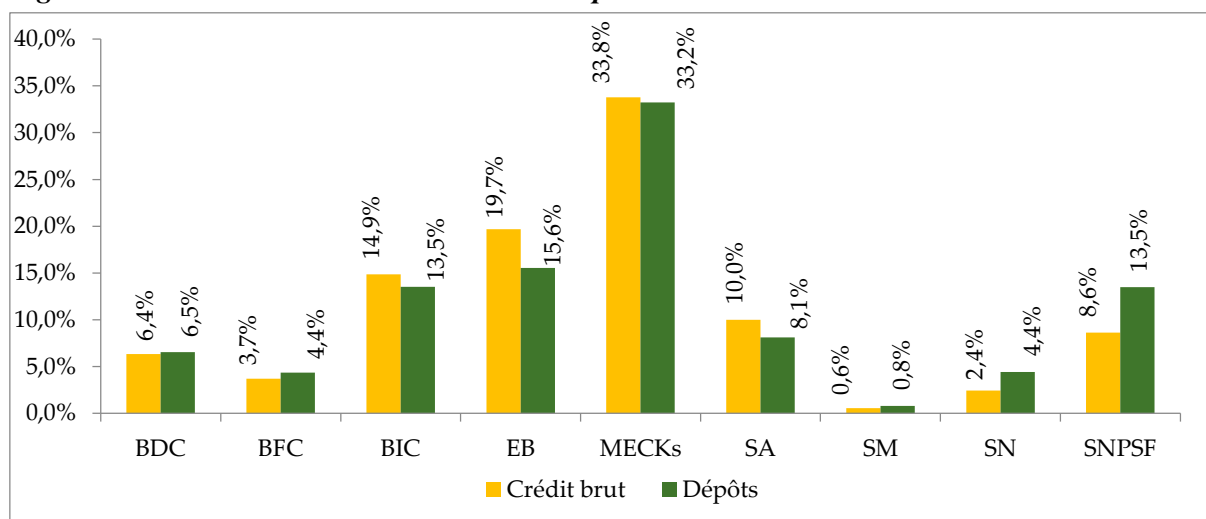
Tableau 8 : Evolution des contreparties de la masse monétaire en millions FC

EVOLUTIONS DES CONTREPARTIES DE M2	Encours (millions FC)			Variation / juin-23 (%)	
	juin-22	déc-22	juin-23	déc-22	juin-23
AVOIRS EXTERIEURS NETS	100931	111022	98759	-11,05	-2,15
Banque Centrale des Comores	96397	104200	95042	-8,79	-1,41
Banque et Etablissements Financiers	4535	6822	3717	-45,51	-18,03
CREDIT INTERIEUR	128807	145592	150890	3,64	17,14
Créances nettes sur l'Administration Centrale	20600	25130	24041	-4,33	16,70
Créances brutes (sur l'Administration Centrale)	41365	39477	42181	6,85	1,97
Dépôts (de l'Administration Centrale)	20765	14347	18140	26,44	-12,64
Crédits à l'économie	108207	120462	126850	5,30	17,23
Secteur public (Admi Loc et SNFP)	9965	18720	17723	-5,32	77,86
Secteur privé	98242	101730	109122	7,27	11,07
AUTRES POSTES NETS	-32534	-37383	-40367	7,98	24,07
Total des Contreparties	197204	219231	209283	-4,54	6,12

Source : Banque Centrale des Comores

III. Activités bancaires : Evolution de crédits et dépôts

Figure 5 : Parts de marché des crédits et des dépôts



Source : BCC

La consolidation des situations comptables des établissements de crédit affiche un total bilan de 202,5 milliards FC à fin juin 2023 contre 188,5 milliards FC à fin juin 2022 soit une hausse de 7,4%. A l'actif, cette progression est principalement tirée par les crédits à la clientèle dont le niveau est passé de 109,4 milliards FC à 128,5 milliards FC, soit un rythme de croissance de 17,5%. La progression du total bilan s'est reflétée au passif, par la hausse des dépôts clientèles s'établissant à 162,9 milliards FC à fin juin 2023 contre 154,6 milliards FC une année auparavant équivalent à une hausse de 5,4%.

L'analyse du crédit par secteur indique que sa progression provient en grande partie de la croissance des créances accordées aux entreprises publiques. En effet, celles-ci ont poursuivi leur progression entamée depuis le début de l'année précédente, s'élevant à 17,7 milliards FC à fin juin 2023 contre 10 milliards FC un an auparavant soit (+77,9%). Il en est de même pour les crédits accordés aux particuliers augmentant de 22,2%, s'établissant à 78,1

milliards FC à fin juin 2023 contre 64 milliards FC à la même période de l'année précédente.

Pour leur part, les crédits octroyés à l'administration centrale sont passés de 3,3 milliards FC à 4,4 milliards FC équivalent à une hausse de 34,6%. En revanche, les créances aux entreprises privées se sont contractés de 13,2% passant de 29,6 milliards FC à fin juin 2022 à 25,7 milliards FC l'année suivante.

D'autre part en examinant le crédit par échéance, on s'aperçoit qu'il est dominé par les créances de courtes durées. En effet, le crédit à court terme représentant 41,8% des crédits à la clientèle est passé de 50,7 milliards FC à fin juin 2022 à 53,7 milliards FC à fin juin 2023 soit une croissance de 6%. Le crédit à moyen terme équivalent à 20,1% du crédit total a progressé de 4,5% sur la période passant de 24,7 milliards FC à 25,8 milliards FC. De son côté l'encours des crédits à long terme a enregistré une forte croissance sur la période (+15 milliards FC), passant de 13,1 milliards FC à 28,1 milliards FC.

Pour ce qui est des créances en souffrance, leur encours est quasiment resté stable en glissement annuel autour de 20,8 milliards FC. Par conséquent, le taux de créances douteuses est passé de 17% à fin juin 2022 à 14% à fin juin 2021, soit un repli de 3 points de pourcentage en raison de l'augmentation des crédits à la clientèle sur la période.

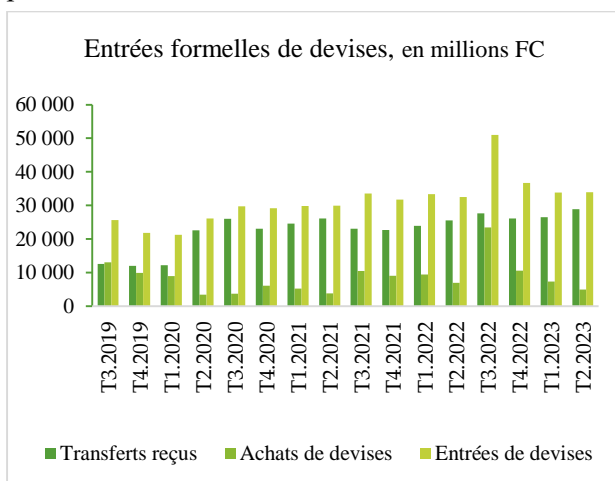
Comme cela a été souligné plus haut les dépôts collectés par les établissements de crédit ont augmenté de 5,4%. Cette progression est

observée au niveau des dépôts des particuliers passant de 104,7 milliards FC à fin juin 2022 à 110,4 milliards FC à fin juin 2023 soit une croissance de 5,4%. De même les dépôts effectués par les entreprises publiques ont connu une augmentation de 10,9% sur la période passant 12 milliards FC à 13,3 milliards FC. En revanche, les dépôts effectués par les entreprises privées ont connu une contraction de 15,3% sur la période passant 21,5 milliards FC à 18,2 milliards FC.

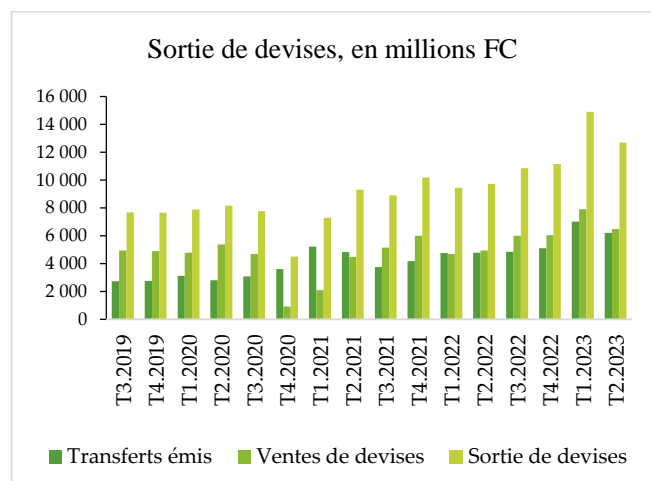
IV. Mouvements de devises

Au premier semestre 2023, les entrées de devises (transferts d'argent + change manuel) via les sociétés spécialisées ont cru de 2,9% pour s'établir à 67,8 milliards FC contre 65,9 milliards FC au premier semestre 2022. Cette progression est principalement tirée des transferts reçus dont la valeur s'élève à 55,4 milliards FC contre 49,5 milliards FC un an avant, soit une hausse de 12%. En revanche les achats de devises ont enregistré une baisse de 24,6% pour s'établir à 12,4 milliards FC contre 16,4 milliards FC au cours de la même période de l'année 2022.

En parallèle, les sorties de devises ont enregistré une hausse de 25,5% pour s'établir à 27,6 milliards FC au premier semestre 2023 contre 22 milliards FC au premier semestre de l'année 2022. Cette progression est portée à la fois par la hausse des transferts émis qui sont évaluées à 13,2 milliards FC au premier semestre 2023 (contre 10 milliards un an avant, soit une hausse de 32,6%) et par la hausse des ventes de devises dont la valeur est établie à 14,4 milliards FC contre 12 milliards FC un an avant.



Source : BCC



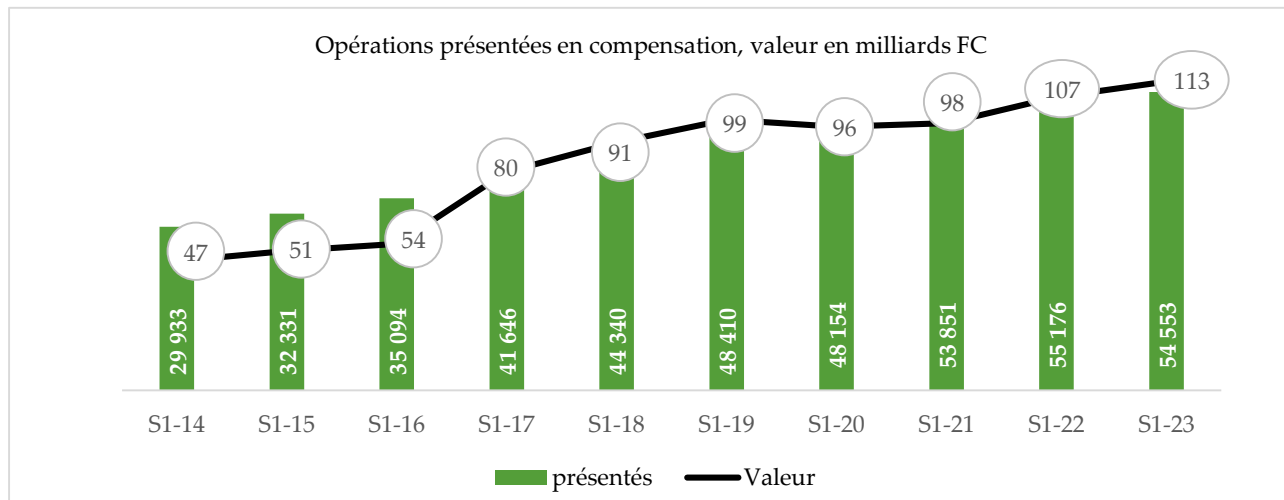
V. Chambre de compensation

Au premier semestre 2023, le volume des opérations traitées à la chambre de compensation a légèrement

diminué (-1,1%) par rapport au premier semestre 2022 passant de 55 176 à 54 553 sur la période.

Cette évolution est portée à la fois par les opérations de paiement par chèques dont le volume présenté en compensation est passé de 41 059 au premier

semestre 2022 à 40 178 un an après et par les opérations de virement passant de 15 280 à 14 998 sur la période.



Source : BCC

En revanche la valeur afférente à ces opérations a augmenté de 16,8% s'établissant à 113 milliards FC au premier semestre 2023 contre 107,4 milliards FC un an avant en liaison avec la hausse de la valeur des virements qui est passée de 68,8 milliards FC au premier semestre 2022 à 74,4 milliards FC un an

après. Par ailleurs, parmi les chèques présentés, 869 ont fait l'objet d'un rejet donnant une valeur de 1,4 million FC au premier semestre 2023. Les virements quant à eux, 239 demandes ont été rejetés pour une valeur de 436 millions.